

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Projets de règlements

Loi sur les valeurs mobilières

(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 11°, 34° et a. 331.2)

Loi sur les instruments dérivés

(chapitre I-14.01, a. 175, 1^{er} al., par. 2°, 9°, 11° et 12°)

Règlement modifiant le Règlement 14-101 sur les définitions et ses concordants

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, les règlements suivants dont le texte est publié ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 14-101 sur les définitions;*
- *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites;*
- *Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus;*
- *Règlement modifiant le Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés;*
- *Règlement modifiant le Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **21 juillet 2021**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Mathieu Laberge
Autorité des marchés financiers
Avocat, Direction des affaires juridiques
514 395-0337, poste 2537
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Le 22 avril 2021

Avis de consultation des ACVM

Projet de Règlement modifiant le Règlement 14-101 sur les définitions

Projets de modifications corrélatives

Le 22 avril 2021

PARTIE 1 – Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publient pour une période de consultation de 90 jours des projets de modifications aux textes suivants (collectivement, les **projets de modification**) :

- le *Règlement 14-101 sur les définitions* (le **Règlement 14-101**);
- le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le **Règlement 31-103**);
- le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (le **Règlement 45-106**);
- le *Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés* (le **Règlement 62-103**);
- le *Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients* (le **Règlement 94-102**).

Le présent avis vise à recueillir des commentaires sur les projets de modification.

La consultation prendra fin le 21 juillet 2021.

Le texte des projets de modification est publié avec le présent avis et, le cas échéant, les points d'intérêt local sont joints en annexe.

On peut aussi consulter les projets de modification sur les sites Web suivants des membres des ACVM :

www.lautorite.qc.ca
www.bcsc.bc.ca
www.albertasecurities.com
www.osc.gov.on.ca
nssc.novascotia.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.fcnb.ca
www.mbsecurities.ca

-2-

PARTIE 2 – Objet

Nous proposons d'apporter deux modifications principales au Règlement 14-101 :

- Institution financière canadienne : Nous proposons d'effectuer une modification au Règlement 14-101 et des modifications corrélatives à d'autres règlements afin d'uniformiser la définition de l'expression « institution financière canadienne » dans l'ensemble des règlements d'application pancanadienne ou multilatérale. Les projets de modifications corrélatives visent pour leur part à supprimer les définitions existantes de cette expression dans certains règlements pancanadiens.
- Manuel de l'ICCA : Nous proposons de remplacer l'expression « Manuel de l'ICCA » par « Manuel de CPA Canada » et d'en modifier la définition dans le Règlement 14-101 pour rendre compte de l'existence des publications distinctes de Comptables professionnels agréés du Canada (**CPA Canada**, auparavant l'Institut Canadien des Comptables Agréés, ou l'**ICCA**) portant sur les normes comptables et de certification canadiennes, de même que du changement de dénomination de l'ICCA.

PARTIE 3 – Contexte

Le projet de modification concernant la définition de l'expression « institution financière canadienne » vise à faire écho à la suggestion faite aux ACVM d'actualiser la définition proposée dans le projet de *Règlement 93-101 sur la conduite commerciale en dérivés*.

Le personnel des ACVM est arrivé à la conclusion que la meilleure approche consisterait à disposer dans le Règlement 14-101 d'une définition de cette expression qui serait commune à l'ensemble des règlements des ACVM, et à supprimer celles apparaissant ailleurs dans les règlements d'application pancanadienne.

Pour ce qui est de la définition de l'expression « Manuel de l'ICCA », le personnel des ACVM a relevé la nécessité de la modifier quand ce manuel été scindé en deux en 1999 et, surtout, lorsque l'ICCA est devenu CPA Canada en 2013. Il a alors été décidé de publier les modifications proposées en même temps que d'autres modifications au Règlement 14-401. L'opportunité s'en est présentée avec le projet de modification de la définition de l'expression « institution financière canadienne ».

PARTIE 4 – Résumé des projets de modification

Règlement 14-101

Les modifications proposées à la définition de l'expression « institution financière canadienne » s'articulent comme suit :

-3-

- La définition révisée n'englobe pas les banques étrangères figurant à l'annexe III de la *Loi sur les banques* du Canada (les **banques de l'annexe III**). Sa forme actuelle comprend les banques, mais l'expression « banque » n'est pas définie. Le personnel des ACVM a donc décidé de modifier la définition pour indiquer expressément que seules les banques figurant aux annexes I et II de cette loi sont visées. Les banques de l'annexe III en sont exclues, puisqu'il serait contre-intuitif de considérer une banque étrangère comme une « institution financière canadienne ».
- La nouvelle version comprend les associations régies par la *Loi sur les associations coopératives de crédit* du Canada figurant dans la définition actuelle d'« institution financière canadienne » dans le Règlement 45-106, mais non le renvoi au paragraphe 1 de l'article 473 de cette loi, car ce paragraphe a été abrogé.
- Afin d'inclure toutes les entités pertinentes, la définition révisée mentionne toujours les caisses de crédit et les caisses populaires, mais s'y ajoutent désormais les caisses de crédit centrales, les coopératives de services financiers ainsi que les confédérations ou fédérations de coopératives de crédit qui sont constituées ou autorisées à exercer leur activité sous le régime d'une loi d'un territoire.
- La « Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins de Québec » n'y apparaît plus, cette organisation faisant partie des confédérations de coopératives de crédit et des caisses populaires qui y sont mentionnées.

Rappelons que la modification de la définition de l'expression « Manuel de l'ICCA », remplacée par « Manuel de CPA Canada », vise à rendre compte de l'existence des deux publications distinctes de CPA Canada portant sur la comptabilité et la certification, de même que du changement de dénomination de l'organisation.

Modifications corrélatives

Nous proposons de supprimer la définition de l'expression « institution financière canadienne » dans le Règlement 31-103, le Règlement 45-106 et le Règlement 94-102. En effet, elle n'y est plus requise puisque celle proposée dans le Règlement 14-101 s'y appliquerait dès lors.

Par ailleurs, afin de maintenir le statu quo en matière d'application des règles du système d'alerte, il a fallu modifier le Règlement 62-103 pour inclure expressément les banques de l'annexe III dans la définition de l'expression « institution financière », eu égard à leur exclusion du projet de définition de l'expression « institution financière canadienne » dans le Règlement 14-101.

Modifications administratives

Nous proposons les modifications administratives suivantes au Règlement 31-103 et au Règlement 45-106 :

- La mention d'« intermédiaire financier » dans ces deux règlements est supprimée, car cette expression a un sens plus étroit qu'« institution financière », ce qui la rend superflue.
- L'expression « banque » n'a plus à être définie dans le Règlement 45-106, compte tenu de la proposition d'exclure les banques de l'annexe III de la définition de l'expression « institution financière canadienne » prévue par le Règlement 14-101.

-4-

PARTIE 5 – Consultation

Les intéressés sont invités à nous faire part de leurs commentaires sur les projets de modification ainsi que sur les points d'intérêt local publiés avec le présent avis, le cas échéant.

Prière de présenter vos commentaires par écrit le 21 juillet 2021 au plus tard.

Veillez les adresser aux membres des ACVM, comme suit :

British Columbia Securities Commission
Alberta Securities Commission
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Autorité des marchés financiers
Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard
Nova Scotia Securities Commission
Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador
Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
Surintendant des valeurs mobilières, Yukon
Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

N'envoyez vos commentaires qu'aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres membres des ACVM :

M^e Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : 514 864-6381
consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20 Queen Street West, 22nd Floor
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Télécopieur : 416 593-2318
comment@osc.gov.on.ca

Publication des commentaires reçus

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication des commentaires écrits reçus pendant la

-5-

période de consultation. Tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au www.albertasecurities.com, sur celui de l'Autorité des marchés financiers au www.lautorite.qc.ca et sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au www.osc.gov.ca. Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe de préciser en quel nom le mémoire est présenté.

PARTIE 6 – Questions

Si vous avez des commentaires ou des questions, veuillez communiquer avec l'un des membres du personnel des ACVM ci-dessous.

Mathieu Laberge
Autorité des marchés financiers
Avocat, Direction des affaires juridiques
514 395-0337, poste 2537
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Victoria Steeves
British Columbia Securities Commission
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
604 899-6791
vsteeves@bcsc.bc.ca

Jennifer Smith
Alberta Securities Commission
Senior Legal Counsel
Office of the General Counsel
403 585-6716
Jennifer.smith@asc.ca

Oren Winer
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Senior Legal Counsel
General Counsel's Office
416 593-8250
owiner@osc.gov.on.ca

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 14-101 SUR LES DÉFINITIONS

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. L'article 1.1. du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3) est modifié, dans le paragraphe 3 :

1° par le remplacement de la définition de l'expression « institution financière canadienne » par la suivante :

« « institution financière canadienne » : les entités suivantes :

a) une banque figurant à l'annexe I ou II de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46);

b) une personne morale régie par la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (L.C. 1991, c. 45);

c) une association régie par la Loi sur les associations coopératives de crédit (L.C. 1991, c. 48);

d) une société d'assurances ou une société de secours mutuel constituée ou formée sous le régime de la Loi sur les sociétés d'assurances (L.C. 1991, c. 47);

e) une société de fiducie, de prêt ou d'assurance constituée en personne morale sous le régime d'une loi d'un territoire;

f) une caisse de crédit, une caisse de crédit centrale, une caisse populaire, une coopérative de services financiers ou une confédération ou fédération de coopératives de crédit qui est constituée ou autorisée à exercer son activité sous le régime d'une loi d'un territoire;

g) un *treasury branch* établi et régi par une loi d'un territoire; »;

2° par le remplacement de la définition de l'expression « Manuel de l'ICCA » par la suivante :

« « Manuel de CPA Canada » : les manuels suivants :

a) le Manuel de Comptables professionnels agréés du Canada - Comptabilité, et ses modifications;

b) le Manuel de Comptables professionnels agréés du Canada - Certification, et ses modifications; »;

3° par le remplacement, dans la définition des expressions « NAGR canadiennes » et « PCGR canadiens », de « l'ICCA » par « CPA Canada ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 11^o et 34^o)

1. L'article 1.1 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10) est modifié par la suppression de la définition de l'expression « institution financière canadienne ».
2. L'article 8.19 de ce règlement est modifié par la suppression, dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2, de la disposition *iii*.
3. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 11 ° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21) est modifié par la suppression de la définition des expressions « banque » et « institution financière canadienne ».
2. L'article 2.43 de ce règlement est modifié par la suppression, dans le paragraphe *a*, du sous-paragraphe *iii*.
3. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 62-103 SUR LE SYSTÈME D'ALERTE ET QUESTIONS CONNEXES TOUCHANT LES OFFRES PUBLIQUES ET LES DÉCLARATIONS D'INITIÉS

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés (chapitre V-1.1, r. 34) est modifié par l'addition, dans le paragraphe 1 et après le sous-paragraphe c de la définition de l'expression « institution financière », du suivant :

« d) une banque figurant à l'annexe III de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46); ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 94-102 SUR LA COMPENSATION
DES DÉRIVÉS ET LA PROTECTION DES SÛRETÉS ET DES POSITIONS DES
CLIENTS**

Loi sur les instruments dérivés
(chapitre I-14.01, a. 175, 1^{er} al., par. 2°, 9°, 11° et 12°)

- 1.** L'article 1 du Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients (chapitre I-14.01, r. 0.001) est modifié par la suppression, dans le paragraphe 1, de la définition de l'expression « institution financière canadienne ».
- 2.** Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

Draft Regulations

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (11) and (34), and s. 331.2)

Derivatives Act

(chapter I-14.01, s. 175, 1st par., subpar. (2), (9), (11) and (12))

Regulation to amend Regulation 14-101 respecting Definitions and concordant regulations

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 14-101 respecting Definitions;*
- *Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations;*
- *Regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions;*
- *Regulation to amend Regulation 62-103 respecting the Early Warning System and Related Take-Over Bid and Insider Reporting Issues;*
- *Regulation to amend Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions.*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **July 21, 2021**, to the following:

Me Philippe Lebel
 Corporate Secretary and Executive Director, Legal Affairs
 Autorité des marchés financiers
 Place de la Cité, tour Cominar
 2640, boulevard Laurier, bureau 400
 Québec (Québec) G1V 5C1
 Fax : (514) 864-6381
 E-mail : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Mathieu Laberge
 Autorité des marchés financiers
 Senior Legal Counsel, Legal Affairs
 514 395-0337, ext. 2537
 Toll-free: 1 877 525-0337
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

April 22, 2021

CSA Notice of Consultation

Draft Regulation to amend Regulation 14-101 respecting Definitions

Draft Consequential Amendments

April 22, 2021

PART 1 – Introduction

The Canadian Securities Administrators (CSA or **we**) are publishing, for a 90-day comment period, draft amendments (collectively, the **Draft Amendments**) to:

- *Regulation 14-101 respecting Definitions* (**Regulation 14-101**);
- *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (**Regulation 31-103**);
- *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* (**Regulation 45-106**);
- *Regulation 62-103 respecting the Early Warning System and Related Take-Over Bid and Insider Reporting Issues* (**Regulation 62-103**);
- *Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions* (**Regulation 94-102**).

We are issuing this Notice to solicit your comments on the Draft Amendments.

The public comment period expires on July 21, 2021.

The Draft Amendments are published with this Notice and, as applicable, local matters are published in an annex.

The Draft Amendments are also available on the following websites of CSA jurisdictions:

www.lautorite.qc.ca
www.bcsc.bc.ca
www.albertasecurities.com
www.osc.gov.on.ca
nssc.novascotia.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.fcnb.ca
www.mbsecurities.ca

-2-

PART 2 – Substance and Purpose

We are proposing to make two central Draft Amendments to Regulation 14-101:

- Canadian financial institution: We are proposing an amendment to Regulation 14-101, and consequential amendments to other regulations, so that there is a uniform definition of “Canadian financial institution” that applies to all national and multilateral regulations. The draft consequential amendments repeal existing definitions of the same expression contained in certain national regulations.
- Handbook: We are proposing an amendment to Regulation 14-101 to introduce a revised definition of “Handbook” to reflect the separate publications of the Chartered Professional Accountants of Canada (CPAC) that relate to accounting and assurance. These publications set out the Canadian accounting and assurance frameworks.

PART 3 – Background

The Draft Amendments to the definition of Canadian financial institution were initiated as a result of comments we received for the CSA project on Draft *Regulation 93-101 respecting Derivatives: Business Conduct (Regulation 93-101)*, which suggested that an update be made to the definition of “Canadian financial institution” used in Draft Regulation 93-101.

CSA staff studied this matter and concluded that the preferred approach would be to have a common definition in Regulation 14-101 of “Canadian financial institution” for all CSA regulations and to repeal definitions of that expression elsewhere in the national regulations.

The Draft Amendments to the definition of “Handbook” were identified by CSA staff when the CPAC, formerly, the Canadian Institute of Chartered Accountants (CICA), separated the Handbook into two publications in 1999. However, the driving force for the change to the definition of “Handbook” occurred when the CICA became the CPAC in 2013, at which time it was determined that these draft amendments would be published for comment when other amendments to Regulation 14-101 were published. CSA staff determined that it is appropriate to publish the draft amendments to the definition of “Handbook” concurrently with the draft amendments to the definition of “Canadian financial institution.”

PART 4 – Summary of the Draft Amendments

Regulation 14-101

The draft amendments to the definition of “Canadian financial institution” are as follows:

- The revised definition of “Canadian financial institution” does not include a foreign bank listed in Schedule III to the *Bank Act* (Canada) (**Schedule III Bank**). The current definition

-3-

of “Canadian financial institution” in Regulation 14-101 includes a “bank”, but “bank” is not defined. CSA staff determined that the definition of “Canadian financial institution” should be revised to specifically indicate that the only banks included are those listed in Schedule I and II to the *Bank Act* (Canada). Schedule III Banks are not included in the revised definition, as it would be counterintuitive to include a foreign bank as a “Canadian financial institution.”

- The revised definition includes, from the current definition of “Canadian financial institution” in Regulation 45-106 an association to which the *Cooperative Credit Associations Act* (Canada) applies, but does not include a reference to subsection 473(1) of that Act because that subsection has been repealed.
- The revised definition retains a reference to a credit union and a caisse populaire and adds a reference to a central credit union, financial services cooperative, credit union league or federation that is incorporated or otherwise authorized to carry on business by or under an Act of the legislature of a jurisdiction to ensure that the definition includes all relevant references.
- The revised definition does not refer to “the Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins de Québec”, as this organization is now included in the revised definition because of that definition's references to a credit union league and a caisse populaire.

As noted above, the revised definition of “Handbook” reflects that the CPAC have separate publications dealing with accounting and assurance.

Consequential Amendments

We propose to repeal the definitions of the expression “Canadian financial institution” from Regulation 31-103, Regulation 45-106 and Regulation 94-102. These definitions are no longer required in those regulations, as the draft definition of that expression in Regulation 14 101 would then apply to these regulations.

CSA staff determined that, in order to maintain the status quo for the application of the early warning requirements, an amendment was required to Regulation 62-103 to specifically include Schedule III Banks in the definition of “financial institution” given the exclusion of Schedule III Banks from the draft definition of “Canadian financial institution” in Regulation 14-101.

Housekeeping Amendments

We are proposing the following housekeeping amendments in Regulation 31-103 and Regulation 45-106:

- References to “financial intermediary” in Regulation 31-103 and Regulation 45-106 are removed since that expression is narrower than “Canadian financial institution” and thus not necessary.
- The definition of “bank” in Regulation 45-106 is not necessary in light of the proposed exclusion of Schedule III Banks from the definition of “Canadian financial institution” in Regulation 14-101.

-4-

PART 5 – Request for Comments

We welcome comments on the Draft Amendments, as well as on the local matters published with this notice, where applicable.

Please submit your comments in writing on or before July 21, 2021.

Address your submission to all of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission
Alberta Securities Commission
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Manitoba Securities Commission
Ontario Securities Commission
Autorité des marchés financiers
Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island
Nova Scotia Securities Commission
Superintendent of Securities, Newfoundland and Labrador
Superintendent of Securities, Northwest Territories
Superintendent of Securities, Yukon Territory
Superintendent of Securities, Nunavut

Deliver your comments only to the addresses listed below. Your comments will be distributed to the other CSA jurisdictions.

M^e Philippe Lebel
Corporate Secretary and Executive Director, Legal Affairs
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax : 514 864-6381
consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West
22nd Floor, Box 55
Toronto, Ontario
M5H 3S8
Fax: 416-593-2318
comment@osc.gov.on.ca

-5-

Comments Received will be Publicly Available

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of the written comments received during the comment period. All comments received will be posted on the websites of each of the Alberta Securities Commission at www.albertasecurities.com, the Autorité des marchés financiers at www.lautorite.qc.ca and the Ontario Securities Commission at www.osc.gov.on.ca. Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

PART 6 – Questions

If you have any questions, please contact any of the CSA staff listed below.

Mathieu Laberge
 Autorité des marchés financiers
 Senior Legal Counsel, Legal
 Affairs
 514 395-0337, ext. 2537
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Victoria Steeves
 British Columbia Securities
 Commission
 Senior Legal Counsel, Corporate
 Finance
 604 899-6791
vsteeves@bcsc.bc.ca

Jennifer Smith
 Alberta Securities Commission
 Senior Legal Counsel
 Office of the General Counsel
 403 585-6716
Jennifer.smith@asc.ca

Oren Winer
 Ontario Securities Commission
 Senior Legal Counsel
 General Counsel's Office
 416 593-8250
owiner@osc.gov.on.ca

REGULATION TO AMEND REGULATION 14-101 RESPECTING DEFINITIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Section 1.1 of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) is amended, in paragraph (3):

(1) by replacing the definition of the expression “Canadian financial institution” with the following:

““Canadian financial institution” means

- (a) a bank listed in Schedule I or II to the Bank Act (S.C. 1991, c. 46);
- (b) a body corporate to which the Trust and Loan Companies Act (S.C. 1991, c. 45) applies;
- (c) an association to which the Cooperative Credit Associations Act (S.C. 1991, c. 48) applies;
- (d) an insurance company or a fraternal benefit society incorporated or formed under the Insurance Companies Act (S.C. 1991, c. 47);
- (e) a trust, loan or insurance corporation incorporated by or under an Act of the legislature of a jurisdiction;
- (f) a credit union, central credit union, *caisse populaire*, financial services cooperative or credit union league or federation that is incorporated or otherwise authorized to carry on business by or under an Act of the legislature of a jurisdiction; or
- (g) a treasury branch established and regulated by or under an Act of the legislature of a jurisdiction;”;

(2) by replacing the definition of the expression “Handbook” with the following:

““Handbook” means

- (a) the Chartered Professional Accountants of Canada Handbook - Accounting, as amended from time to time, and
- (b) the Chartered Professional Accountants of Canada Handbook - Assurance, as amended from time to time;”.

2. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

**REGULATION TO AMEND REGULATION 31-103 RESPECTING
REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING
REGISTRANT OBLIGATIONS**

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations Definitions (chapter V-1.1, r. 10) is amended by deleting the definition of the expression “Canadian financial institution”.

2. Section 8.19 of the Regulation is amended by deleting, in subparagraph (a) of paragraph (2), subparagraph (iii).

3. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

REGULATION TO AMEND REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS EXEMPTIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21) is amended by deleting the definition of the expressions “bank” and “Canadian financial institution”.
2. Section 2.43 of the Regulation is amended by deleting, in paragraph (a), subparagraph (iii).
3. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

REGULATION TO AMEND REGULATION 62-103 RESPECTING THE EARLY WARNING SYSTEM AND RELATED TAKE-OVER BID AND INSIDER REPORTING ISSUES

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Section 1.1 of Regulation 62-103 respecting the Early Warning System and Related Take-Over Bid and Insider Reporting Issues (chapter V-1.1, r. 34) is amended by adding, in paragraph (1) and after subparagraph (c) of the definition of the expression “financial institution”, the following:

“(d) a bank listed in Schedule III of the Bank Act (S.C. 1991, c. 46);”.

2. This Regulation comes into force on *(insert here the date of coming into force of this Regulation)*.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 94-102 RESPECTING DERIVATIVES:
CUSTOMER CLEARING AND PROTECTION OF CUSTOMER COLLATERAL
AND POSITIONS**

Derivatives Act
(chapter I-14.01, s. 175, 1st par., subpar. (2), (9), (11) and (12))

1. Section 1 of Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions (chapter I-14.01, r. 0.001) is amended by deleting, in paragraph (1), the definition of the expression “Canadian financial institution”.

2. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

6.2.2 Publication

Aucune information.